



**Solidaires Finances Publiques**  
VAL - DE - MARNE

Local syndical - Hôtel des Finances  
1 Place du Général Billotte  
94 040 CRÉTEIL Cedex



Tél. : 01-41-94-34-64, 01-43-99-37-95  
[solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr)

## **Déclaration liminaire du Conseil Départemental de l'Action Sociale (CDAS) du 9 avril 2024**

Solidaires Finances 94 demande à ce que le nouveau règlement intérieur de cette instance soit modifié. Cela pour prévoir expressément la désignation d'un·e président·e adjoint·e, afin d'assurer la suppléance de la présidence en cas d'indisponibilité.

Face à l'inflation et à nos pseudos augmentations de salaires, il faudrait une hausse considérable du montant alloué à l'action sociale pour chaque catégorie de bénéficiaires (actifs, retraités, enfants). Cela afin que notre instance ne soit plus obligée de devoir fixer des critères et/ou faire des arbitrages dans les prestations proposées.

Par ailleurs, Solidaires Finances 94 souhaite connaître les critères applicables pour débloquer la réserve budgétaire.

Solidaires Finances 94 rappelle son opposition à la régionalisation, qui n'apporte AUCUN AVANTAGE supplémentaire (tarifs, choix, nombre de bénéficiaires...).

Cette régionalisation va à l'encontre de l'essence même de l'esprit et des besoins de l'action sociale, qui doit impérativement être au plus proche des agents pour atteindre son objectif.

Pire, elle n'apporte que du travail supplémentaire à nos collègues de la délégation, comme vient de le démontrer la tentative de régionalisation de l'arbre de Noël.

En outre, elle ne tient par ailleurs nullement compte de la situation géographique des agents et encore moins des spécificités locales.

La note d'orientation du secrétariat général précise que « *la restauration restera la thématique de travail prioritaire* ».

Solidaires Finances 94 rappelle que chaque agent devrait avoir accès à une VRAIE restauration collective. Or l'administration préfère supprimer les espaces de restauration pour les transformer en bureau, tout en faisant des économies budgétaires sur le dos des agents !

Ce sujet permet surtout de constater l'absence totale de dialogue social. Car le secrétariat général et la région tentent, *en catimini*, d'imposer respectivement des solutions de frigo connectés ou de livraison de repas. Cette instance n'a en effet jamais été consultée ni même informée de ces différents projets, alors qu'ils sont actuellement « testés » en urgence.

Pour Solidaires Finances 94 il est hors de question que le reste à charge pour l'agent soit un coût supplémentaire dans son budget. Et nous n'avons pas plus échangé sur les contraintes supplémentaires induites (horaires non respectés...).

Solidaires Finances 94 demande à ce que les collègues bénéficient d'un ticket restaurant pendant leur télétravail, en plus de l'indemnité dérisoire qui sert à compenser les dépenses à domicile (électricité, chauffage, eau...).

Si le chèque sport finances est une très bonne idée, nous déplorons qu'il ne soit pas accepté partout.

Entre les problèmes de connexion au site EPAF et le nouveau critères appliqués (premier arrivé, premier servi) de nombreux enfants n'ont pas obtenu satisfaction. Les tarifs restent par ailleurs élevés, voire inaccessibles pour certaines familles. Sans parler en plus des points de rassemblements qui sont désormais éloignés et différents en fonction des colonies. (Situation encore plus ingérable pour les familles monoparentales avec plusieurs enfants et/ou sans voiture).

Ces deux éléments permettent de mettre en relief la nécessité de proposer des mini-colo à la Toussaint, en priorisant les quotients familiaux les plus faibles (faute de budget suffisant). Cela, dans l'attente que le secrétariat général nous dise enfin comment pouvoir subventionner directement des colonies EPAF, ce qui nous permettrait d'augmenter le nombre de bénéficiaires.

Nous sommes également inquiets sur les conséquences du regroupement EPAF-AGRAF-ALPAF.

Solidaires Finances 94 espère que le poste d'infirmière sera très rapidement pourvu.

C'est également pour nous l'occasion d'alerter sur le fait qu'il faudrait revoir la politique sur les visites médicales. En effet, il y a eu un énorme turn over des médecins ces dernières années. Les visites quinquennales sont alors remises en œuvre, en fonction des années de naissance. Or, cela conduit à ce que certains collègues n'ont pas vu le médecin du travail depuis plus de 10 ans. Et même celles ayant eu des grossesses entre temps (alors que cette visite est obligatoire, afin notamment de décider d'éventuels aménagements de postes complémentaires).

Concernant le Fonds d'Innovation Locale (FIL), nous espérons que les propositions du CDAS du Val-de-Marne seront enfin retenues.

D'autant plus que ce FIL n'est que la restitution partielle de l'argent qui est volé au CDAS par la réserve budgétaire.